

## Collectif « Stop Wambushu » Réunion

Le 25 avril dernier a débuté sur l'île de Mayotte l'opération « Wuambushu ». Celle-ci repose pour l'essentiel sur l'envoi de plusieurs centaines d'effectifs supplémentaires de police et de gendarmerie. Parmi eux, on compte des éléments de la CRS 8, sorte de garde prétorienne aux ordres directs du ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin. Cette compagnie s'est particulièrement « distinguée » contre des manifestants opposés à la réforme des retraites, par sa brutalité et ses violences. À Mayotte, elle s'est faite rapidement connaître par l'usage d'armes à feu (au sol ?) contre des groupes de jeunes.

Sa présence à Mayotte participe du climat délétère alimenté par les déclarations hallucinantes d'un certain nombre d'élus locaux dont S. Mdere (vice-président du conseil départemental), E. Youssouffa ou M. Kamardine (députés) qui poussent des milices « *citoyennes* » à des actions dangereuses telles le blocage des services de santé.

De fait, l'opération Wuambushu, loin d'améliorer la situation désastreuse de l'île, contribue à créer un climat de guerre civile, imputant tous les maux dont souffre Mayotte aux soi-disant « *étrangers* ». Au travers de cette opération, Darmanin avec l'aval de Macron, tente de légitimer sa stature d'homme d'état en expérimentant à Mayotte les dispositions d'exception et de chasse aux migrants du projet de loi sécurité et immigration.

En dépit des rododromes du représentant de l'état sur place, le préfet Suquet, cette opération s'est heurtée à de nombreuses difficultés imprévues : la décision première du tribunal administratif de Mamoudzou, saisi par de nombreux habitants menacés de décasages et assistés par des avocats efficaces, de stopper les opérations de destructions de bangas a freiné le processus pendant plusieurs semaines, suscitant la vindicte d'élus locaux qui n'ont pas hésité à menacer la présidente du tribunal.

Le refus du gouverneur d'Anjouan d'accueillir les bateaux des déportés de Mayotte a également démontré l'exaspération des autorités comoriennes considérées comme quantité négligeable par Darmanin.

Il a donc été nécessaire de convoquer à Paris le président Azali pour le contraindre à casser la décision du gouverneur d'Anjouan, sans doute en l'assurant de la « *compréhension* » de la France pour sa future réélection en 2024, bien que sa présence à la tête de l'État comorien soit le résultat de probables malversations.

Les méthodes du gouvernement français restent profondément marquées par la vieille tradition colonialiste de la « *Françafrique* » avec son cortège de violence et de corruption.

L'émotion qui a saisi de nombreuses organisations françaises (les 'droitdelhommistes' selon Kamardine), comoriennes et internationales, la mission sur place de l'eurodéputé EELV Damien Carême, mais également des formes de résistance de la population, ont permis d'endiguer jusqu'à présent les dérives les plus dangereuses. Le nombre d'expulsions prévues par Darmanin (400 par jour !) est très loin d'être atteint. Néanmoins, l'opération Wuambushu se poursuit aujourd'hui et nécessite un surcroît de mobilisation pour la stopper.

Au nom de la résorption de l'habitat insalubre, la destruction des habitats précaires a repris, causant la mort d'un travailleur obligé de détruire son propre banga (le choc serait l'origine de son AVC mortel).

Contrairement aux dires du préfet Suquet, aucune solution digne de relogement n'a été mise en place, plongeant les habitants dans encore davantage de misère et de précarité. Les décasages n'ont strictement rien à voir avec une véritable politique d'amélioration des conditions de vie, qui ne peut s'appuyer que sur l'accord et la participation des populations concernées comme l'ont démontré différentes actions de ce type en Amérique Latine notamment.

Au-delà de cette question, c'est toute la politique française en direction des Comores qu'il faut interroger : celle-ci se caractérise par la volonté de maintenir Mayotte dans une situation sociale et économique désastreuse sur tous les plans (éducation, santé, justice accès à l'eau potable,...) et l'écrasement de toute possibilité de développement de l'ensemble des Comores.

Le bilan est lourd : l'État français s'est délibérément placé en dehors du droit international depuis 50 ans en procédant à la partition des Comores et en poursuivant une fuite en avant incontrôlée depuis : départementalisation au rabais, dérogations multiples au droit français (droit du sol, droit des étrangers, droits sociaux), ... Cette politique vient en contradiction flagrante avec les réalités géographiques, historiques, linguistiques, culturelles et cultuelles de l'archipel des Comores. Elle a créé ainsi une situation d'impasse analogue à la question palestinienne ou...à celles de la Crimée et du Donbass.

Sortir de l'impasse, retrouver la paix et le droit de vivre dignement dans l'ensemble de l'archipel nécessitera beaucoup de courage, beaucoup d'efforts, mais croire qu'une opération militaro-policière représente une quelconque issue est dramatique, voire criminel.

Pour faire cesser cette opération, nous proposons d'accroître la pression sur le gouvernement français, l'occasion nous en est donnée à La Réunion :

**Le samedi 10 juin à 10h ancienne hôtel de ville de Saint-Denis  
pour une marche pacifique « Stop Wuambushu »**

marche à laquelle nous convions tous les démocrates, les progressistes, les anticolonialistes.

Il importe en effet que La Réunion, directement concernée par la situation des Comores dont nous sommes voisins s'engage pleinement aux côtés de nos frères et nos sœurs comoriens.

Il s'agit de remettre en cause les puissants intérêts économiques qui œuvrent sur l'ensemble des îles de notre région pour assurer leurs profits et leur domination. Il faut noter que parallèlement à l'opération policière, l'état a renouvelé son engagement à financer une piste longue à Mayotte en mettant sur la table 500 millions d'euros (plus probablement 700). Dépense qui permettra à la Colas (Bouygues) de somptueux bénéfices pour un résultat désastreux sur le plan écologique alors qu'il existe bien d'autres priorités. Le parallèle avec la NRL de La Réunion s'impose !